

Rapport de contrôle

N° 54108868 R001



Contrôle complémentaire de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration

Rubrique 4734

Référence
client

WJFR01836606

Entreprise

CBRE GWS FRANCE SAS
Station Shell - FR1998
RN24 / Aire de Brocéliande
56800 PLOERMEL

Adresse de
facturation

CBRE GWS FRANCE SAS
134 Rue Danton
92300 LEVALLOIS PERRET

Lieu de
contrôle

Station service SHELL FR1988

RN24 / Aire de Brocéliande

56800 PLOERMEL

Périodicité QUINQUENNALE

Date de
contrôle

06/06/2023

Intervenant(s)
DEKRA

L.BEAUCHENE

Signataire
DEKRA

L.BEAUCHENE

Visa

Non
conformité(s)

Présence non-conformité(s)

Rapport édité le

26/06/2023

Reproduction partielle interdite
sans accord de DEKRA

Liste des sites et portée de
l'accréditation disponible sur
www.cofrac.fr



n° 3-0733

DEKRA INDUSTRIAL SAS - AGENCE DE LORIENT
18 RUE Robert Caignan
56100 - Lorient
Tél : - Fax : 0685798484
Siret : 43325083400648



Préambule

Nous avons le plaisir de vous adresser le rapport rédigé au terme de la mission de contrôle que vous nous avez confiée, prise en application des articles R 512.55 à R 512.60 du Code de l'Environnement

Elaboré selon un processus défini dans le système de management Qualité DEKRA, notre rapport est conforme aux exigences réglementaires et normatives applicables à chaque type de prestation fournie.

Nos observations décrivent l'écart constaté par rapport au référentiel réglementaire pris en application de l'article L.512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R.512-55 à R.512-66 du code de l'environnement.

Des recommandations sur les suites à donner peuvent y être associées, cependant, le choix de la solution définitive vous appartient. D'autre part, l'absence d'observation signifie que, lors de notre passage, l'installation ou l'équipement ne présentait pas d'anomalie en rapport avec l'objet de la mission. Bien entendu, si une vérification n'a pas pu être effectuée, cette information est mentionnée et justifiée.

D'une façon générale, les observations et résultats figurant dans ce rapport sont exprimés en fonction des informations recueillies, des conditions de vérification et des constats réalisés à la date de notre intervention.

Pour obtenir des renseignements complémentaires sur le contenu du rapport, nous vous prions de vous adresser au responsable de l'agence dont les coordonnées figurent au bas de la première page en rappelant le numéro de ce rapport.

Sauf réception de votre avis contraire par courrier dans un délai de deux mois à compter de la date du rapport indiquée en page de garde, le contenu de ce rapport sera considéré comme définitivement approuvé.

Propriété, conservation :

Dans le cadre d'intervention réglementaire, les 2 derniers rapports de contrôle doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées par l'exploitant.

Confidentialité :

Sauf demande particulière des ministères en charge de nos agréments ou réclamation par voie judiciaire, DEKRA ne transmettra le rapport à un tiers, ou ne fournira un quelconque renseignement relatif à son établissement, qu'avec l'accord préalable du client.



INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION

Introduction

Ce contrôle est réalisé en application des dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.

Rappel de la réglementation

□ Arrêté du 22 décembre 2008 (modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 septembre 2021) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou l'autre des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511.

□ Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations nouvelles (dont la preuve de dépôt de déclaration est postérieure au 1er janvier 2022)

□ Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle déclaration au titre de l'article R. 512-54 du code de l'environnement postérieurement au 1er janvier 2022.

□ Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes régulièrement mises en service ou déclarées avant le 28 juin 2009 selon les modalités particulières précisées dans le tableau suivant :

Point concerné	MODALITES PARTICULIERES D'APPLICATION
1	Le dossier prévu au 1.4 est mis à jour au 1er juin 2022. En ce qui concerne le point 1.9, les dispositions applicables aux installations existantes sont celles définies respectivement, pour l'option A, aux points 5.3.2, 2.7.5 et 4.3.4 de l'annexe I, ou pour l'option B, aux points 5.3.3, 2.7.6 et 4.3.3 de l'annexe I, appliquées selon les modalités particulières précisées dans ce tableau. Les autres dispositions sont applicables.
2.1	Les dispositions de l'avant dernier alinéa du point 2.1.1 sont applicables. Les dispositions des points 2.1.2 et 2.1.3 sont remplacées par celles de l'annexe IV.
2.2	Les dispositions du point 2.2.1 sont applicables. Les dispositions des points 2.2.2 et 2.2.3 ne sont pas applicables.
2.3	Les dispositions du point 2.3 ne sont pas applicables Néanmoins, cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2022, les dispositions du point 2.3 s'appliquent à l'extension.
2.4, 2.5 et 2.6	Ces dispositions sont applicables.
2.7.1	Les dispositions du point 2.7.1 sont applicables.



2.7.2 à 2.7.5	<p>Les dispositions des points 2.7.2 à 2.7.5 remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>" Tout réservoir aérien de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est manœuvrable depuis l'extérieur et maintenu fermé.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au point 8 de la présente annexe. "</p> <p>Néanmoins, les dispositions des points 2.7.2 à 2.7.5 sont applicables aux nouvelles rétentions construites à compter du 1er janvier 2022.</p>
2.7.6	<p>Les dispositions du point 2.7.6 ne sont pas applicables. Néanmoins, cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2022, ces dispositions sont applicables à l'extension.</p>
2.7.7	<p>Les dispositions du point 2.7.7 s'appliquent uniquement aux nouvelles rétentions construites à compter du 1er janvier 2022.</p>
3	<p>Les dispositions du deuxième alinéa du point 3.1 sont applicables au 1er janvier 2026.</p> <p>Les autres dispositions du point 3 sont applicables.</p>
4.1,4.2	<p>Ces dispositions sont applicables.</p>

4.3	<p>La réserve d'émulseurs prévue au dernier tiret doit être constituée au 1er janvier 2025. Les autres dispositions du point 4.3.1 sont applicables.</p> <p>Les dispositions du point 4.3.2. A sont applicables.</p> <p>Les dispositions du point 4.3.2. B sont remplacées par les dispositions suivantes : " Les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ; -d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir. <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. "</p> <p>Les dispositions des points 4.3.3. A et B sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>" Les cellules où est stocké au moins un liquide inflammable de catégorie B sont équipées d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit". Cette disposition est applicable au 1er janvier 2027. Néanmoins, cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2022, les dispositions des points 4.3.3. A et B s'appliquent à l'extension.</p> <p>Les dispositions du 4.3.3. C sont applicables.</p> <p>Les dispositions du point 4.3.4 sont applicables au 1er janvier 2027.</p> <p>Les dispositions du point 4.3.5 sont applicables au 1er janvier 2022. L'attestation de conformité visée au dernier alinéa est établie au 1er janvier 2023.</p> <p>Les dispositions du point 4.3.6 sont applicables au 1er janvier 2024.</p>
4.4,4.5	Ces dispositions sont applicables.
4.6	<p>Le cinquième tiret est applicable partir du 1er juin 2022.</p> <p>Les autres dispositions sont applicables.</p>
5.1	Ces dispositions sont applicables au 28 juin 2009.
5.2	<p>Les dispositions du premier alinéa du point 5.2.1 ne sont pas applicables.</p> <p>Les autres dispositions du point 5.2 sont applicables.</p>
5.3	<p>Les dispositions du point 5.3.1 sont applicables dans les conditions définies par cet article.</p> <p>Les dispositions des points 5.3.2 et 5.3.3 ne sont pas applicables.</p>
6 à 10	Ces dispositions sont applicables.

☐ Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes déclarées à compter du 28 juin 2009 selon les modalités particulières précisées dans le tableau suivant :



Point concerné	MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION
1	<p>Le dossier prévu au 1.4 est mis à jour au 1er juin 2022.</p> <p>En ce qui concerne le point 1.9, les dispositions applicables aux installations existantes sont celles définies respectivement, pour l'option A, aux points 5.3.2,2.7.5 et 4.3.4 de l'annexe I, ou pour l'option B, aux points 5.3.3,2.7.6 et 4.3.3 de l'annexe I, appliquées selon les modalités particulières précisées dans ce tableau.</p> <p>Les autres dispositions sont applicables.</p>
2.1	<p>Les dispositions du point 2.1.1 sont applicables.</p> <p>Les dispositions des points 2.1.2 et 2.1.3 sont remplacées par celles de l'annexe IV.</p>
2.2	<p>Les dispositions des points 2.2.1 et 2.2.2 sont applicables sous réserves des modifications suivantes :</p> <p>Le premier tiret du point 2.2.2.1 est remplacé par le tiret suivant :</p> <p>-la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; "</p> <p>Le troisième tiret du point 2.2.2.1 est remplacé par le tiret suivant :</p> <p>"-la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; "</p> <p>La largeur prévue au 2.2.2.5 est remplacée par la largeur minimum suivante : 1,40 mètre.</p> <p>Les dispositions du point 2.2.3 ne sont pas applicables.]</p>
2.3	<p>Les dispositions du 2.3.1 sont applicables. Ces dispositions sont complétées par la disposition suivante :</p> <p>" Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. "</p> <p>Les autres dispositions du point 2.3 ne sont pas applicables. Néanmoins, cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2022, ces dispositions sont applicables à l'extension.</p>
2.4,2.5 et 2.6	Ces dispositions sont applicables
2.7.1	Les dispositions du point 2.7.1 sont applicables.

2.7.2 à 2.7.5	<p>Les dispositions des points 2.7.2 à 2.7.5 remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>" Tout réservoir aérien de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est manœuvrable depuis l'extérieur et maintenu fermé.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au point 8 de la présente annexe. "</p> <p>Néanmoins, les dispositions des points 2.7.2 à 2.7.5 sont applicables aux nouvelles rétentions construites à compter du 1er janvier 2022.</p>
2.7.6	<p>Les dispositions du point 2.7.6 ne sont pas applicables. Néanmoins, cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2022, ces dispositions sont applicables à l'extension.</p>
2.7.7	<p>Les dispositions du point 2.7.7 s'appliquent uniquement aux nouvelles rétentions construites à compter du 1er janvier 2022.</p>

3	Les dispositions du deuxième alinéa du point 3.1 sont applicables au 1er janvier 2026. Les autres dispositions du point 3 sont applicables.
4.1,4.2	Ces dispositions sont applicables.
4.3	La réserve d'émulseurs prévue au dernier tiret doit être constituée au 1er janvier 2025. Les autres dispositions du point 4.3.1 sont applicables. Les dispositions du point 4.3.2. A sont applicables. Les dispositions du point 4.3.2. B sont remplacées par les dispositions suivantes : " Les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés : -d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ; -d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. " Les dispositions des points 4.3.3. A et B sont remplacées par les dispositions suivantes : " Les cellules où est stocké au moins un liquide inflammable de catégorie B sont équipées d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit. " Cette disposition est applicable au 1er janvier 2027. Néanmoins, cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2022, les dispositions des points 4.3.3. A et B s'appliquent à l'extension. Les dispositions du 4.3.3. C sont applicables. Les dispositions du point 4.3.4 sont applicables au 1er janvier 2027. Les dispositions du point 4.3.5 sont applicables au 1er janvier 2022. L'attestation de conformité visée au dernier alinéa est établie au 1er janvier 2023. Les dispositions du point 4.3.6 sont applicables au 1er janvier 2024.
4.4,4.5	Ces dispositions sont applicables.
5.1,5.2	Ces dispositions sont applicables.
5.3	Les dispositions du point 5.3.1 sont applicables dans les conditions définies par cet article. Les dispositions des points 5.3.2 et 5.3.3 ne sont pas applicables.
6 à 10	Ces dispositions sont applicables.]

Nota : Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 septembre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022

- Les installations relevant du régime de la déclaration au titre de la nomenclature des installations classées et incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement ne sont pas concernées par le contrôle périodique.

- Sont dispensées du contrôle périodique les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) no 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation

- Les non-conformités majeures (NCM) sont définies dans l'arrêté ministériel faisant l'objet du présent contrôle. A défaut, les écarts relevés doivent être considérés comme des autres non-conformités (ANC).



- Dans le cas de constat de non-conformité majeure, l'exploitant est tenu de remettre à l'organisme de contrôle sous trois mois à compter de la réception du présent rapport un échéancier de mise en conformité et de solliciter un contrôle complémentaire, qui ne portera que sur les points de contrôle ayant donné lieu à une non-conformité majeure, dans un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de manquement ou de persistance de la NCM à l'issue du contrôle complémentaire, l'organisme agréé saisit l'autorité compétente.



INSTALLATION CONTROLEE

Généralités

EXPLOITANT					
Nom de l'exploitant	CBRE GWS FRANCE SAS		Site	Station service SHELL FR1988	
Adresse	RN24 / Aire de Brocéliande 56800 PLOERMEL				
Date de la demande (copie de la demande en annexe)	30/03/2023				
Date de déclaration de l'installation	19/10/2009	Date de mise en service de l'installation	NC		
Date du dernier contrôle	22/05/2018	Organisme et Contrôleur	DEKRA		
Présentation des Arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de l'article L. 512-12 du Code de l'Environnement ou de l'article R. 512-52	RAS				
	(moins de 10 salariés)	(entre 10 et 250 salariés)	(plus de 250 salariés)	Appartenance à un groupe	OUI
Nombre de salariés de la structure contrôlée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Nom du groupe :	
				SHELL	
Site certifié ISO 14001	NON				

CONTROLE PERIODIQUE					
Rapport de contrôle n°	54108868 R001	Date du contrôle :	06/06/2023		
Contrôleur	L.BEAUCHENE	Type de contrôle	Complémentaire		
Date d'émission du rapport	26/06/2023				
Type d'indépendance d'organisme au sens de la norme NF EN ISO/CEI 17020	A <input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C <input checked="" type="checkbox"/>			conception ou/et fabrication ou/et maintenance de la présente installation :	
				NON	
Bilan du contrôle	Nombre de non conformités majeures :	1	Nombre des autres non conformités :	4	
Bilan du contrôle complémentaire	Nombre de non-conformités majeures maintenues :	0	Sans objet		

Note importante :

Article R. 512-58 du code de l'environnement :

- Pour chaque catégorie d'installation, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 du code de l'environnement fixent les modalités du contrôle périodique.
- Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par ces arrêtés complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'à l'article R. 512-52 du code de l'environnement.
- Pour l'ensemble des prescriptions concernées par le contrôle périodique, les points de contrôle sont imposés et la vérification porte exclusivement sur ces points de contrôle.
- En conséquence, la conformité constatée du ou des points de contrôle liés à une prescription ne peut en aucun cas présumer de la conformité de la prescription dans son ensemble.

Remarque : Dans le rapport de contrôle, le terme "observations" est associé à une non-conformité (écart réglementaire) toutefois une note pourra être insérée pour rendre le rapport explicite à l'exploitant.



CONTROLE DE L'INSTALLATION

Dispositions contrôlées

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
Rubrique 4734			C	NCM	ANC	SO	Observations
N° NC							
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
1.4	<p>1.Dispositions générales</p> <p>1.4. Dossier installation classée</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - "la preuve de dépôt de la déclaration" et les prescriptions générales; - le récépissé de déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les documents prévus au titre des articles du présent arrêté ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
1.4	- présentation de "la preuve de dépôt de la déclaration" et des prescriptions générales	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Récépissé DC initiale 19/10/2009 Demande d'antériorité 04/04/2011 Prise d'acte DREAL 21/11/2011
1.4	- présentation des plans à jour d'éventuelles modifications (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
1.4	- présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : absence de document présenté.
1.4	- vérification de la quantité susceptible d'être présente au regard de la quantité déclarée au titre de chacune des rubriques visées au point 1.1.2 de l'annexe I ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Au total : -75m3 de GO, soit environ 62 t -75 m3 d'essence soit environ 56 t
1.4	- vérification que la quantité susceptible d'être présente est inférieure à la valeur supérieure du régime déclaratif tel que défini à l'article R. 511-9 du code de l'environnement au titre de chacune des rubriques visées au point 1.1.2 de l'annexe I (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
1.5	<p>1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</p> <p>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
1.5	- Présentation du registre tenu à jour.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Absence de registre de pollution accidentelle.
1.9	<p>1.9. Dispositions particulières applicables aux stockages en bâtiment ouvert</p> <p>Dans le cas particulier d'un stockage en bâtiment, dont les caractéristiques répondent à la définition de « bâtiment ouvert », l'exploitant peut opter pour le respect de l'ensemble des dispositions du point A ci-dessous, en lieu et place de l'ensemble des dispositions définies au point B ci-dessous :</p> <p>A. - Points 5.3.2, 2.7.5 et 4.3.4 de la présente annexe ;</p> <p>B. - Points 5.3.3, 2.7.6 et 4.3.3 de la présente annexe.</p> <p>Les autres dispositions applicables aux stockages en bâtiment restent applicables</p>						



CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.1.	2. implantation, aménagement 2.1. Implantation 2.1.1. Implantation des réservoirs Les réservoirs sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées aux distances minimales suivantes mesurées horizontalement : – réservoir enterré : à 2 mètres des limites du site ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir ; – réservoir aérien : à 30 mètres des limites du site. Les réservoirs aériens peuvent être implantés à une distance inférieure des limites du site en cas de mise en place d'un mur coupe-feu EI 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site. Les éléments de démonstration du respect des règles en vigueur le concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. Les distances entre réservoirs aériens ne sont pas inférieures à la plus petite des distances suivantes : – le quart du diamètre du plus grand réservoir ; – une distance minimale de 1,50 mètre lorsque la capacité totale équivalente du stockage est inférieure ou égale à 50 m3 et de 3 mètres lorsque la capacité précitée est supérieure à 50 m3. Les installations de stockage de superéthanol ne sont pas implantées en rez-de-chaussée ou en sous-sol d'un immeuble habité ou occupé par des tiers. Aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers.						
2.1.	2.1.2. Implantation des récipients mobiles en stockage extérieur Les récipients mobiles au sein d'un stockage extérieur contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure respecte les distances minimales suivantes vis à vis des limites de propriété, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site.						
2.1.	Surface maximale susceptible d'être en feu en application des dispositions du point 5.3.2		Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis des limites de propriété				
	Jusqu'à 500 m2		15m				
	Supérieur à 500 m2		20m				
2.1.	2.1.3. Implantation des stockages contenant des liquides inflammables en bâtiment Les parois extérieures des bâtiments abritant au moins un stockage de liquide inflammable, lorsque ces parois existent, ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale à 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de propriété, sans être inférieure à 20 mètres, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site. Les mesures du point 2.1.3 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable.						
2.1	- respect des distances d'éloignement des réservoirs, des récipients mobiles en stockage extérieur et des bâtiments abritant des stockages (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ; ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
2.1	- présentation d'un justificatif démontrant que les caractéristiques du mur (matériaux et épaisseur) sont celles d'un mur coupe-feu (EI120), lorsque les distances d'éloignement sont réduites (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de mur coupe feu.	
2.1	-Présentation, le cas échéant, de la justification que les zones d'effets létaux générés par l'incendie de cellule restent à l'intérieur du site (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : ce sont des réservoirs enterrés.	
2.2.1	2.2.1. Accessibilité au site L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.						
2.2.1	- respect des consignes d'accessibilité pour permettre l'intervention des services de secours.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.2.2	<p>2.2.2. Sites comportant des réservoirs aériens</p> <p>2.2.2.1. Accessibilité des engins à proximité de l'installation</p> <p>Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de l'installation.</p> <p>Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente Inférieure à 15 % ;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une largeur de S = 15/R mètres est ajoutée ;- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 Kn par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;- chaque point du périmètre du stockage est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;- aucun obstacle n'est disposé entre l'installation ou les voies échelles définies aux points 2.2.2.3 et 2.2.2.4 et la voie engins. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>2.2.2.2. Déplacement des engins de secours à l'intérieur de l'établissement</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie engins de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none">– largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engins ;– longueur minimale de 10 mètres, présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie engins.						
2.2.2	- respect du nombre et des caractéristiques des aires de croisement.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
2.2.2.5	<p>2.2.2. Sites comportant des réservoirs aériens</p> <p>2.2.2.5. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins</p> <p>À partir de chaque voie engins ou échelle est prévu un accès à toutes les issues des bâtiments <u>comportant un réservoir aérien de liquide inflammable par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum.</u></p>						
2.2.2.5	- les réservoirs aériens sont accessibles par un chemin stabilisé.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
2.2.3	<p>2.2.3. Sites comportant des récipients mobiles</p> <p>Ces dispositions sont applicables à toute installation contenant au moins 10 m3 de liquides inflammables en récipients mobiles.</p> <p>2.2.3.1 Accès</p> <p>La voie d'accès aux installations jusqu'à la voie engins définie aux points 2.2.3.2 et 2.2.3.3 de la présente annexe respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la pente, inférieure à 15 % ;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de S = 15/R mètres est ajoutée ;- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum <p>2.2.3.2 Stockage extérieur contenant au moins un liquide inflammable</p> <p>L'installation dispose d'une voie « engins » permettant de faire le tour de chaque rétention associée à un ou plusieurs récipients mobiles.</p> <p>La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la force portante, identique à celle de la voie d'accès prévue au point 2.2.3.1 du présent arrêté ;- elle comprend au moins deux aires de croisement tous les 100 mètres ; ces aires ont une longueur minimale de 15 mètres et une largeur minimale de 3 mètres en plus de la voie engins.						

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.2.3	<p>2.2.3.3 Stockage en bâtiment abritant au moins un liquide inflammable</p> <p>A. - Voies engins L'installation dispose d'une voie « engins » permettant de faire le tour de chaque bâtiment et d'accéder à au moins deux faces de chaque rétention déportée. La voie engins est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de la construction ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la pente au maximum de 15 % et la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres ; - elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; - elle comprend au moins deux aires de croisement tous les 100 mètres ; ces aires ont une longueur minimale de 15 mètres et une largeur minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins ».</p>						
2.2.3	<p>B. - Aires de mise en station des moyens aériens Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au A du présent point. Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de la construction ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Pour tout bâtiment où sont susceptibles d'être présents des liquides inflammables, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une partie de bâtiment d'autres parties de bâtiment sont : - soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ; - soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en oeuvre par l'exploitant.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². Les dispositions du présent point ne sont pas exigées si la cellule abritant au moins un liquide inflammable a une surface de moins de 2 000 mètres carrés et qu'au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible.</p>						
2.2.3	<p>C. - A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès aux issues des cellules contenant au moins un liquide inflammable par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large au minimum et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule par une porte de largeur égale au minimum à D360,9 mètre, sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>D. - Les accès des cellules contenant au moins un liquide inflammable permettent l'intervention rapide des secours. Leur nombre minimal permet que tout point des cellules contenant au moins un liquide inflammable ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un de ces accès ; cette distance étant réduite à 25 mètres dans les cellules abritant au moins un liquide inflammable formant cul-de-sac. Deux issues au moins donnant vers l'extérieur ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule contenant au moins un liquide inflammable d'une surface supérieure à 1000 mètres carrés. Les dispositions du 2.2.3 ne sont pas applicables aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube de liquides inflammables ainsi qu'aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable.</p> <p>Objet du contrôle du point 2.2.3 :</p>						
2.2.3	- présence des voies engins ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs enterrés.	

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.2.3	- conformité de la largeur utile et de la hauteur libre des voies ainsi que des caractéristiques des aires de croisement.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs enterrés.	
2.3.1	<p>2.3. Dispositions constructives des bâtiments</p> <p>2.3.1. Comportement au feu des bâtiments stockant au moins un liquide inflammable</p> <p>Les locaux abritant le stockage de liquides inflammables aériens présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les parois extérieures si elles existent, sont construites en matériaux de classe A1 selon la norme NF EN 13501-1 (incombustible) ; – murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ; – planchers hauts REI 120 ; – portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; – portes donnant vers l'extérieur EI 120 ; – en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A1 ainsi que l'isolant thermique (s'il existe). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ; – les matériaux des ouvertures laissant passer l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. <p>Le sol des aires et locaux de stockage de liquides inflammables est imperméable et incombustible (de classe A1).</p>						
2.3.1	- présentation des justificatifs de comportement au feu des locaux.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs enterrés.	
2.3.2	<p>2.3.2. Interdiction de stockage au-dessous du niveau de référence</p> <p>Le stockage de liquides inflammables au-dessous du niveau de référence est interdit.</p>						
2.3.2	- Vérification de l'interdiction de stockage en dessous du niveau de référence (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs enterrés.	
2.5	<p>2.5 Installations électriques</p> <p>a) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>						
2.5	- présentation des documents justificatifs de conformité d'entretien et de contrôle des installations électriques.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2.7.1.	<p>2.7. Réention</p> <p>2.7.1. Réentions des aires et locaux de travail</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 8 du présent arrêté.</p>						
2.7.1	- présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.7.2	<p>2.7.2. Généralités</p> <p>A. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>B. - La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.</p> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p> <p>C. - La rétention résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physique et chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, s'il existe.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, s'il existe, est maintenu fermé, - En cas de rétention déportée, celle-ci est conforme aux dispositions du point 2.7.7 de la présente annexe. <p>D. - L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ; - peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p> <p>E. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>F. - L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure.</p> <p>G. - Une rétention affectée au stockage de réservoirs ne peut pas également être affectée au stockage de récipients mobiles, sauf dans le cas des rétentions déportées.</p> <p>H. - Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie prévus au point 6.3 de la présente annexe.</p>						
2.7.2	- Conformité du volume de rétention par rapport au volume de stockage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : ce sont des réservoirs enterrés.	
2.7.2	- Le cas échéant, dispositif d'obturation manœuvrable depuis l'extérieur et maintenu fermé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : ce sont des réservoirs enterrés.	
2.7.2	- Conformité des modalités de récupération des effluents pollués.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : ce sont des réservoirs enterrés.	
2.7.3	<p>2.7.3. Dispositions communes pour les stockages contenant au moins un liquide inflammable</p> <p>A. - L'étanchéité de la rétention est assurée par un revêtement en béton, ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalente.</p> <p>B. - Les tuyauteries tant aériennes qu'enterrées, les canalisations électriques ainsi que les pompes de transfert de liquide inflammable qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la rétention ou à sa sécurité sont exclues de celle-ci.</p> <p>C. - Les parois des rétentions sont incombustibles. Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont à minima RE 30, à l'exception de celles creusées.</p>						
2.7.4	<p>2.7.4. Dispositions spécifiques au stockage en réservoirs aériens contenant au moins un liquide inflammable</p> <p>Pour chaque réservoir ou groupe de réservoirs contenant un liquide inflammable, le volume minimal de la rétention calculé en application du point 2.7.2 de la présente annexe est majoré pour contenir également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume des eaux d'extinction. Pour cela, l'exploitant détermine le volume d'eau nécessaire à l'extinction ou applique une hauteur supplémentaire forfaitaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction. ; - le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. 						



CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.7.3 / 2.7.4	- Conformité du volume de rétention par rapport au volume de stockage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoirs aériens.	
2.7.5	<p>2.7.5. Dispositions particulières pour les stockages de récipients mobiles en extérieur contenant au moins un liquide inflammable</p> <p>A. - Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles, la capacité utile de la rétention est au moins égale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit à la capacité totale des récipients si elle est inférieure à 800 litres ; - soit à 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 litres si elle excède 800 litres. <p>La capacité totale des récipients prend en compte l'ensemble des liquides susceptibles d'être présents au sein de la rétention, y compris les liquides et solides liquéfiables combustibles.</p> <p>B. - Dispositions particulières pour les récipients mobiles de type contenant fusible</p> <p>Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles de type contenant fusible contenant au moins un liquide inflammable, le volume minimal de la rétention est au moins égal à la capacité totale des récipients de type contenant fusibles. La capacité totale des récipients prend en compte l'ensemble des liquides susceptibles d'être présents au sein de la rétention, y compris les liquides et solides liquéfiables combustibles.</p> <p>C. - Prise en compte du volume des eaux d'extinction ou lié aux intempéries</p> <p>Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable, le volume minimal de la rétention calculé en application du A. ou du B. du présent point est majoré pour contenir également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume des eaux d'extinction. Pour cela, l'exploitant détermine le volume d'eau nécessaire à l'extinction, ou applique une hauteur supplémentaire forfaitaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction ; - le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. <p>D. - Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions du point 2.7.7 de la présente annexe relatif aux rétentions déportées.</p> <p>E. - Le cas échéant, les dispositifs de drainage sont suffisamment dimensionnés au regard des caractéristiques des produits et des débits attendus, en particulier en cas de déversements dans le cadre d'un incendie, pour assurer l'évacuation des produits et contenir la surface en feu.</p> <p>F. - La distance entre les parois de la rétention et la paroi du stockage contenu (récipients mobiles) est au moins égale à la hauteur du plus grand récipient mobile stocké moins la hauteur de la paroi de la rétention par rapport au sol côté rétention. A défaut, l'exploitant justifie que la distance est suffisante pour éviter tout phénomène d'écoulement hors de la rétention en cas de fuite.</p>						
2.7.5.	- Conformité du volume de rétention par rapport au volume de stockage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de récipient mobile en extérieur.	

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.7.6	<p>2.7.6. Dispositions particulières applicables aux cellules</p> <p>I. - Chaque cellule d'une superficie supérieure à 500 mètres carrés est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés et compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point 4.3.3 de la présente annexe. A chacune de ces zones est associé un système de drainage et une ou des rétentions déportées dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie. Pour cela, l'exploitant détermine le volume d'eau nécessaire à l'extinction, ou applique une hauteur supplémentaire forfaitaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction. Est également ajouté le volume lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention.</p> <p>Les rétentions déportées peuvent être communes à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son ou leur volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées.</p> <p>Le dispositif de collecte, les réseaux ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions des points 2.7.3 et 2.7.7 de la présente annexe.</p> <p>II. - Les cellules d'une superficie inférieure à 500 mètres carrés sont conformes aux dispositions suivantes :</p> <p>Ces cellules sont associées à un dispositif de rétention, dont la capacité utile répond aux dispositions relatives aux capacités de rétention des points A, B et C au point 2.7.5 ou du point 2.7.2 de la présente annexe. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs cellules. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des cellules associées. Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions du point 2.7.7 de la présente annexe relatif aux rétentions déportées</p> <p>III. - Les dispositions du point 2.7.6 ne sont pas applicables aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube de liquides inflammables.</p> <p>Les dispositions du point 2.7.6 de la présente annexe ne sont par ailleurs pas applicables aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cubes de liquide inflammable, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable.</p> <p>Les dispositions du point 2.7.6 de la présente annexe ne sont enfin pas applicables aux cellules contenant uniquement des liquides dont le comportement physique en cas d'incendie satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées montrant qu'ils ne sont pas susceptibles de générer une nappe enflammée lorsqu'ils sont pris dans un incendie.</p>						
2.7.6	- Présence des zones de collecte dans les cellules contenant des liquides inflammables ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de cellule.	
2.7.6	- Vérification de la conformité de la surface des zones de collectes par rapport à la surface maximale définie respectivement aux points I et II ainsi qu'à la surface prévue par le dimensionnement du système d'extinction automatique ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de cellule.	
2.7.6	- conformité du volume de rétention par rapport au volume de stockage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de cellule.	

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
2.7.7	<p>2.7.7. Dispositions pour les rétentions déportées</p> <p>Dans le cas d'une rétention déportée, les dispositions suivantes sont à respecter :</p> <p>1. Zone de collecte extérieure</p> <p>Dans le cas d'une rétention déportée, chaque îlot de stockage extérieur est associé à une zone de collecte dédiée, qui permet de répondre aux dispositions du point 5.3.2 de la présente annexe.</p> <p>2. Dispositif de drainage</p> <p>Chaque zone de collecte extérieure et chaque zone de collecte mentionnée au point 2.7.6 de la présente annexe est pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les liquides inflammables et les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>3. Dispositif d'extinction des effluents enflammés</p> <p>Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pareflamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>4. La zone de collecte, le drainage, le dispositif d'extinction et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site, en particulier le trajet aérien ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux récipients mobiles ou bâtiment. Le réseau est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins ; - éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents enflammés et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ; - éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ; - éviter tout débordement de la rétention déportée. Une rétention déportée peut être commune à plusieurs stockages, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé en application des dispositions des points 2.7.2, 2.7.4, 2.7.5 et 2.7.6 de la présente annexe pour chaque stockage associé ; - éviter toute surverse de liquide inflammable lors de son arrivée éventuelle dans la rétention déportée ; - résister aux effluents enflammés : en amont du dispositif d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles. <p>Le cas échéant, la rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu au point 6.3 de la présente annexe.</p> <p>La rétention déportée et, si elle existe, la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.</p> <p>Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
2.7.7	<p>5. Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée.</p> <p>En cas d'impossibilité technique justifiée de disposer d'un dispositif de drainage passif, l'écoulement vers la rétention associée peut être constitué d'un dispositif de drainage commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages. En cas de mise en place d'un dispositif actif, les équipements nécessaires au dispositif (pompes, etc.) sont conçus pour résister aux effets auxquels ils sont soumis. Ils disposent d'une alimentation électrique de secours et, le cas échéant, d'équipement empêchant la propagation éventuelle d'un incendie.</p> <p>6. Le dispositif d'extinction ainsi que le dispositif de drainage font l'objet d'un examen visuel approfondi périodiquement et d'une maintenance appropriée.</p> <p>En cas de dispositif actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>7. L'exploitant intègre au plan de défense incendie et aux consignes de sécurité prévus respectivement aux points 4.3.6 et 4.6 de la présente annexe, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. Le délai d'exécution des consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p> <p>8. Implantation des rétentions déportées</p> <p>Les rétentions déportées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres ; - sont constituées de matériaux résistant aux effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment, le cas échéant. 						
2.7.7	- Présence d'un dispositif d'extinction en cas de rétention déportée (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de rétention déportée.	
2.7.7	- Justificatif de vérification périodique, tests et maintenance des dispositifs actifs, le cas échéant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de rétention déportée.	

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
3.5	3. Exploitation – entretien 3.5. Etat des matières stockées L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état, ainsi que les documents prévus au point 3.3 de la présente annexe sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.						
3.5	- Présence d'un plan général des stockages	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.5	- Présentation de l'état des matières stockées	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.1	4. Risques 4.1. Localisation des risques L'exploitant recense et signale, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.						
4.1	- présentation du document de recensement.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan des zones à risques présent dans la base de données ne correspond pas au site de Ploermel.	2
4.2	4.2. Protection individuelle Sans préjudice des dispositions du code du travail, et si nécessaire dans le cadre de l'exploitation, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.						
4.2	- présence des protections individuelles.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.2	- état des protections individuelles.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.3	4.3. Détection et protection contre l'incendie 4.3.1. Dispositions générales L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil ; - d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; - d'au moins une couverture spéciale antifeu ou d'une réserve d'émulseurs d'au moins 1 mètre cube compatible avec la nature des liquides inflammables stockés. Cette réserve est stockée dans un ou des endroits identifiés et accessibles, notamment par les services d'incendie et de secours. Cette obligation ne s'applique pas aux installations dont tous les stockages de liquides inflammables qui relèvent du présent arrêté sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque à couvrir ou enterrés. Si les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public, les charges afférentes à la protection contre l'incendie sont réparties conformément à l'article R. 2225-7 du code général des collectivités territoriales.						

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
4.3	<p>4.3.2. Dispositions applicables aux stockages aériens en réservoir</p> <p>A Les stockages aériens en réservoir de liquides inflammables sont également équipés d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévue à l'alinéa précédent. Ce justificatif est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>B. Les stockages aériens de liquides inflammables de mention de dangers H224, H225 sont également équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir. 						
4.3	<p>4.3.3. Dispositions applicables aux stockages en récipients mobiles en bâtiment abritant au moins un liquide inflammable</p> <p>A. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule.</p> <p>B. - Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules stockant au moins un liquide inflammable, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des parties de bâtiment sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.</p> <p>C. - Les dispositions du point 4.3.3 ne s'appliquent pas aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube de liquides inflammables.</p> <p>Les dispositions du point 4.3.3 ne s'appliquent par ailleurs pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable.</p>						
4.3	<p>4.3.4. Dispositions applicables aux stockages extérieurs en récipient mobile contenant au moins un liquide inflammable</p> <p>A. - Détection</p> <p>Les stockages extérieurs en récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont équipés d'un système de détection incendie. Ce dispositif est conçu, dimensionné et installé de manière à détecter, à tout moment, tout départ de feu sur les zones de stockages concernées. Le dispositif est distinct d'autres dispositifs de surveillance (telles que les surveillances anti-intrusion) et transmet une alarme avec, le cas échéant report secours ;</p> <p>Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux stockages extérieurs contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables et liquides ou solides liquéfiables combustibles sous réserve que l'une des deux conditions suivantes soit respectée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chacun de ces stockages soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres stockages ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. - Ou un ou des murs coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos (seuil des effets thermiques à 8kW/m²) sépare ce stockage de tout autres stockage susceptible de contenir au moins un liquide inflammable. <p>B. - Les stockages extérieurs en récipients mobiles de liquides inflammables sont également équipés d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>L'exploitant dispose des justificatifs attestant de la disponibilité effective des débits d'eau. Ces justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						

		CONSTATS					
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
4.3	<p>4.3.5. Conception des systèmes automatiques d'extinction d'incendie</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, notamment en application des points 4.3.2 ou 4.3.3, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Ils sont adaptés aux risques à couvrir, notamment aux produits stockés (liquides inflammables, liquides et solides liquéfiabiles combustibles), aux conditions de stockages et à la caractéristique des contenants.</p> <p>Les systèmes d'extinction automatique d'incendie installés au sein d'un bâtiment répondent aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2+AC (version d'avril 2019) ou présente une efficacité équivalente.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. Le plan de défense incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
4.3	<p>4.3.6. Plan de défense incendie</p> <p>A. - Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables de ses installations (feu de réservoirs, feu de rétention, feu d'une cellule). Le plan de défense incendie contient :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation installations, stockages extérieurs, bâtiments. Les plans font figurer l'implantation des murs coupe-feu ;- les plans des réseaux d'eau prévus à l'article R. 512-47 du code de l'environnement ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;- le document de recensement des parties de l'installation à risques prévu au point 4.1 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 4.3.5 de la présente annexe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 2.3.5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus, lorsqu'ils existent ;						
4.3	<p>En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Le plan de défense incendie désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Le plan de défense incendie précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.</p> <p>Les documents précisant l'organisation de la première intervention et les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours prévoient notamment comment la ou les personnes compétentes mettent en oeuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;- les opérations de refroidissement des installations voisines et de mise en oeuvre des premiers moyens d'extinction ;- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;- l'accueil des secours extérieurs. <p>Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie. L'exploitant intègre au plan de défense incendie les éléments justifiant du respect du délai maximal d'arrivée sur site. Les dispositions du A du point 4.3.6 de la présente annexe ne sont pas applicables aux installations contenant uniquement des stockages en réservoirs enterrés ou moins de 10 m3 de stockages aériens de liquides inflammables.</p> <p>B. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>						

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
4.3	- présence des moyens de secours et de défense contre l'incendie énumérés en 4.3 de la présente annexe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
4.3	- présence des éléments justifiant la disponibilité effective des débits d'eau prévu aux points 4.3.2 et 4.3.4.B de la présente annexe ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : absence de stockage en réservoirs aérien ou en récipients mobiles	
4.3	- présence des éléments justifiant que les systèmes d'extinction automatique d'incendie respectent les normes en vigueur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : ce sont des réservoirs enterrés.	
4.3	- présence du dispositif de détection automatique d'incendie, le cas échéant, avec transmission (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : ce sont des réservoirs enterrés.	
4.3	- vérification de l'existence et de la complétude du plan de défense incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Point 4,3,6 : non applicable aux réservoirs enterrés	
4.6	<p>4.6. Consignes de sécurité</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu, sous une forme quelconque, dans l'installation ; - l'obligation de l'autorisation de travaux ou du permis de feu pour les parties de l'installation réservées au stockage, aux chargements et déchargements des citernes mobiles de liquide inflammables ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues par le présent arrêté ; - les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 6.3 de la présente annexe ; - les modalités d'information de l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manoeuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manoeuvre de ces moyens.</p>						
4.6	- présentation des consignes de sécurité pour les lieux fréquentés par le personnel.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Seule la consigne indiquant l'interdiction d'apporter du feu est présente, absence des autres consignes listées au 4.6	3
4.6	- personnel formé et capable d'intervenir en cas d'incident.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
5.1	<p>5. Stockage</p> <p>5.1. Stockage en réservoirs enterrés</p> <p>Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, y compris ceux qui ne sont pas classés au titre de la nomenclature des installations classées, respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé.</p>						

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
	Rubrique 4734	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
5.1	- présence de la double enveloppe et d'un détecteur de fuite accessible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1	5.1. Stockage en réservoirs enterrés :Events						
5.1	- les événements des stockages de liquides inflammables non soumis à la récupération des vapeurs sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1	- présence d'arrête-flammes ou, en cas d'impossibilité d'accès à ces derniers, présentation d'un document justifiant leur présence (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : absence de super éthanol	
5.1	- présentation d'un justificatif de conformité des arrête-flammes à la norme NF EN 12874 de janvier 2001 (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : absence de super éthanol	
5.1	- les événements des stockages de liquides inflammables soumis à la récupération des vapeurs sont séparés des autres événements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1	5.1. Stockage en réservoirs enterrés : Tuyauteries						
5.1	- présence du point bas permettant de recueillir les écoulements de produit en cas de fuite ou, en cas de difficulté pour vérifier cette présence directement sur l'installation, présentation d'un document justifiant sa présence ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : tuyauteries simple enveloppe.	
5.1	- présentation du suivi hebdomadaire des points bas (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : tuyauteries simple enveloppe.	
5.1	- présentation des certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1	5.1. Stockage en réservoirs enterrés : Détecteur de fuite						
5.1	- les systèmes de détection de fuite sont conformes à la norme en vigueur à la date de mise en service de ces systèmes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Absence de justificatif de conformité de la détection de fuite avec la norme en vigueur. Installation déclarée après le 21/11/2008.	1
5.1	- positionnement des alarmes visuelles et sonore pour être vues et entendues du personnel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1	- présentation des certificats de vérification tous les cinq ans (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
5.1	- affichage du dernier contrôle près de la bouche de dépotage ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
5.1	- présentation du fichier de suivi annuel des essais des alarmes par l'exploitant.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
5.1	5.1. Stockage en réservoirs enterrés : Réservoirs simple enveloppe :						
5.1	- présentation des certificats d'épreuves par un organisme "accrédité" (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs double enveloppe.	
5.1	- présentation des certificats de nettoyage/dégazage et contrôle visuel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs double enveloppe.	
5.1	- présentation de justificatifs attestant de la réalisation d'un contrôle d'étanchéité datant de moins de cinq ans (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs double enveloppe.	
5.1	- absence de liquide aux points bas de la fosse (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet : réservoirs double enveloppe.	
5.2	5.2. Stockages en réservoir aériens L'utilisation, à titre permanent, de réservoirs mobiles à des fins de stockage fixe est interdite.						
5.2	- absence de réservoirs mobiles utilisés à titre permanent à des fins de stockage fixe.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.1	5.2. Stockages aériens 5.2.1. Réservoirs Les réservoirs à axe horizontal sont conformes à la norme NF EN 12285-2 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du réservoir ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen. Les réservoirs non conformes à la norme NF EN 12285-2 ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen, installés avant la date de parution du présent arrêté augmentée de six mois sont stratifiés sur toute la surface en contact direct avec le sol avec une continuité de 70 centimètres minimum au-dessus de la ligne de contact avec le sol. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau. Les réservoirs rivetés sont stratifiés sur toute la surface interne. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau. Les réservoirs fixes sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent être déplacés sous l'effet du vent ou sous celui de la poussée des eaux. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.						
5.2.1	- présence des justificatifs normatifs des réservoirs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.1	- présence des certificats de stratifications des réservoirs anciens (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	



CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
5.2.2	5.2. Stockages aériens 5.2.2. Tuyauteries Les tuyauteries aériennes sont protégées contre les chocs. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets, les vannes ou clapets d'arrêts isolant ce réservoir des appareils d'utilisation. Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent avoir une seule tuyauterie de remplissage de ces réservoirs uniquement s'ils sont à la même altitude sur un même plan horizontal et qu'ils sont reliés au bas des réservoirs par une tuyauterie d'un diamètre au moins égal à la somme des diamètres des tuyauteries de remplissage. Les tuyauteries de liaison entre les réservoirs sont munies de dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir. Les tuyauteries de remplissage des réservoirs sont équipées de raccords conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les tuyauteries de raccordement des véhicules de transport de matières dangereuses. En dehors des opérations de remplissage des réservoirs, elles sont obturées hermétiquement. À proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs sont mentionnées de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente.						
5.2.2	- conformité des raccords aux normes en vigueur ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.2	- conformité des tuyauteries (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.2	- absence de tuyauterie flexible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.3	5.2.3. Vannes Les vannes d'empêchement sont conformes aux normes en vigueur lors de leur installation. Elles sont facilement manœuvrables par le personnel d'exploitation.						
5.2.3	- conformité des vannes aux normes en vigueur ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.3	- manœuvrabilité des vannes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.4	5.2. Stockages aériens 5.2.4. Dispositif de jaugeage En dehors des opérations de jaugeage, le dispositif de jaugeage est fermé hermétiquement par un tampon. Toute opération de remplissage d'un réservoir est précédée d'un jaugeage permettant de connaître le volume acceptable par le réservoir. Le jaugeage est interdit lors du remplissage.						
5.2.4	- Chaque réservoir est équipé d'une jauge manuelle fermé hermétiquement.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.5	5.2. Stockages aériens 5.2.5. Limiteur de remplissage Le limiteur de remplissage, lorsqu'il existe, est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen. Sur chaque tuyauterie de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée de façon apparente la pression maximale de service du limiteur de remplissage quand il y en a un. Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.						
5.2.5	- en cas de présence d'un limiteur de remplissage, vérification de la conformité à la norme.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
5.2.6	5.2. Stockages aériens 5.2.6. Events Les événements sont situés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation. Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage et une direction finale ascendante depuis le réservoir. Leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu. Cette distance est d'au moins 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public. Lorsqu'elles concernent des établissements situés à l'extérieur de l'installation classée, les distances minimales précitées doivent être observées à la date d'implantation de l'installation classée. Dans tous les cas où le réservoir est sur rétention, les événements dudit réservoir débouchent au-dessus de la cuvette de rétention. Pour le stockage du superéthanol ou des dérivés d'éthanol, des arrête-flammes sont systématiquement prévus en tous points où une transmission d'explosion vers les réservoirs est possible. Ils sont conformes à la norme EN 12874 dans sa version en vigueur à la date de leur mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen. Les événements des réservoirs ou des compartiments d'un réservoir qui contiennent des produits non soumis aux dispositions de récupération des vapeurs débouchent à l'air libre et sont isolés des événements soumis aux dispositions de récupération des vapeurs qui les gardent confinés, y compris en cas de changement d'affectation des réservoirs.						
5.2.6	- conformité de la position et de la section totale des événements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.7	5.2. Stockages aériens 5.2.7. Contrôle Les réservoirs aériens en contact direct avec le sol sont soumis à une visite interne, à une mesure d'épaisseur sur la surface en contact avec le sol ainsi qu'à un contrôle qualité des soudures, tous les dix ans à partir de la première mise en service, par un organisme compétent. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du contrôle périodique. Pour les réservoirs existants à la date du 31 décembre 2002, le premier contrôle est réalisé avant le 31 décembre 2012. Les réservoirs aériens font l'objet d'un suivi par l'exploitant du volume de produit présent dans le réservoir par jauge manuelle ou électronique à une fréquence régulière n'excédant pas une semaine. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.						
5.2.7	- présence des certificats de contrôle décennal interne (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	
5.2.7	- présence du registre de suivi du volume de produit dans chaque réservoir.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de réservoir aérien.	

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
5.3.1	<p>5.3. Stockage en récipients mobiles</p> <p>Les dispositions de la présente section sont applicables aux stockages contenant au moins un liquide inflammable en récipients mobiles.</p> <p>5.3.1. Conception</p> <p>I. - Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en bâtiment ainsi qu'en bâtiment ouvert mettant en oeuvre les dispositions définies au point B de l'article 1.9 de la présente annexe.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en bâtiment ainsi qu'en bâtiment ouvert mettant en oeuvre les dispositions définies au point B. de l'article 1.9 de la présente annexe.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>III. - Les liquides inflammables sont stockés dans des récipients fermés, étanches, et portent en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu. Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels.</p> <p>Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage sont exclusivement stockés dans des récipients métalliques</p>						
5.3.1	- absence de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mentions de danger H224) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L hors stockage d'un volume ne dépassant pas 2 mètres cubes dans une armoire de stockage respectant les conditions spécifiées (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
5.3.1	- absence de stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L hors stockage d'un volume ne dépassant pas 2 mètres cubes dans une armoire de stockage respectant les conditions spécifiées (le non respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
5.3.1	- absence de stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L hors stockage d'un volume ne dépassant pas 2 mètres cubes dans une armoire de stockage respectant les conditions spécifiées (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
5.3.1	- récipients fermés, étanches et étiquetés en caractères lisibles.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
5.3.2	5.3.2. Conditions de stockages de récipients mobiles en extérieur contenant au moins un liquide inflammable Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes : - la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie. Dans tous les cas, cette surface n'excède pas 1 000 m2 ; - la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ; - la distance entre deux îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou, le cas échéant, de la zone de collecte, respecte les conditions suivantes :						
5.3.2	Surface maximale susceptible d'être en feu		Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis de tout autre îlot, rétention extérieure associée à des réservoirs tout autre activité ou bâtiment, stockage contenant un liquide ou solide liquéfiable combustible ou tout autre stockage susceptible de favoriser la naissance d'un incendie.				
	Jusqu'à 500m2		10m				
	De 500 à 750m2		15m				
	De 750 à 1000m2		20m				
5.3.2	Ces distances peuvent être réduites si un mur coupe-REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos est mis en place. Le cas échéant, les éléments attestant que le mur coupe-feu respecte les normes en vigueur, ainsi que les justifications quant à son dimensionnement, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. Le préfet peut autoriser des distances réduites si les effets dominos (seuil des effets thermiques de 8 kW/m2) ne sont pas atteints réciproquement, sans nécessité de dispositions actives. Ces dispositions ne sont pas applicables aux stockages extérieurs contenant 2 mètres cube ou moins de liquides inflammables et de liquides ou solides liquéfiables combustibles distants de plus de 10 mètres des autres stockages, ou en armoire de stockage.						
5.3.2	- conformité des surfaces et hauteurs de stockage ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
5.3.2	- conformité des distances d'éloignement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
5.3.2	- présentation d'un justificatif démontrant que les caractéristiques du mur (matériaux et épaisseur) sont celles d'un mur coupe-feu, lorsque les distances d'éloignement sont réduites (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
5.3.3	<p>5.3.3. Conditions de stockage de récipients mobiles en bâtiment contenant au moins un liquide inflammable</p> <p>I.- Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point 4.3.3 de la présente annexe.</p> <p>II.- La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point 4.3.3 de la présente annexe et :</p> <ul style="list-style-type: none"> -limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; -limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L. <p>III.- La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides non inflammables et autres produits, substances, ou mélanges, est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point 4.3.3 du présent arrêté.</p> <p>IV.- Les produits stockés en masse (notamment en sac, récipient ou palette) forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ; -la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ; -la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres. <p>Ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au point 2.7 de la présente annexe.</p> <p>V.- Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule où est stocké au moins un liquide inflammable. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettiers</p> <p>VI.- La distance au sol entre les parois, façades ou élément de structure en l'absence de paroi d'une cellule abritant au moins un liquide inflammable et les stockages extérieurs abritant au moins un liquide ou solide liquéfiable combustible en récipient mobile n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>Cette distance n'est pas applicable si la paroi extérieure du bâtiment abritant au moins un liquide inflammable est REI 120 et dépasse d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment.</p> <p>Le préfet peut autoriser des distances réduites si les effets dominos (seuil des effets thermiques de 8 kW/ m2) ne sont pas atteints réciproquement, sans nécessité de dispositions actives.</p>						
5.3.3	- conformité de la hauteur de stockage des matières stockées et de la distance minimale par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
5.3.3	- conformité des conditions de stockage (hauteur et surfaces de stockages, distances entre îlots et découpage des zones de collecte) pour les produits stockés en masse ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
5.3.3	- conformité des distances d'éloignement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)..	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de de stockage en récipients mobiles.	
6.6	<p>6. Eau</p> <p>6.6. Décanteur-séparateur d'hydrocarbures</p> <p>Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie de séparateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour empêcher tout déversement d'hydrocarbures dans le réseau.</p> <p>Le séparateur-décanteur d'hydrocarbures est conforme à la norme en vigueur ou à toute autre norme de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen. Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi que la vérification du bon fonctionnement de l'obtuteur.</p> <p>Les fiches de suivi de nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées ou de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
6.6	- présence du séparateur-décanteur d'hydrocarbures (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
6.6	- présence des documents d'entretien et de suivi des déchets du décanteur-séparateur d'hydrocarbures.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Entretien > 1 an (en date du 17/05/2022)	4

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTATS							
Rubrique 4734		C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Art.	Annexe I de l'Arrêté du 22 Décembre 2008 modifié ARRETE DU 22 DECEMBRE 2008 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION SOUS L'UNE OU L'AUTRE DES RUBRIQUES N° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 OU 4748, OU POUR LE PETROLE BRUT SOUS L'UNE OU PLUSIEURS DES RUBRIQUES 4510 OU 4511						
8.	<p>8. Déchets</p> <p>Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Un registre des déchets dangereux produits, comprenant a minima la nature, le tonnage et la filière d'élimination, est tenu à jour. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés cinq ans et mis à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>						
8.	- présentation des registres de déclaration d'élimination des déchets	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Classeur sur site + trackdéchets.	
8.	- présentation des bordereaux de suivi.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		



DESCRIPTION DES NON-CONFORMITES		
SYNTHESE DES NON CONFORMITES		
Rapport N° 54108868 R001		
Non conformités constatées		
Points sur lesquels des mesures correctives ou préventives doivent être mises en œuvre		
Non-conformités majeures constatées (au sens de l'arrêté ministériel contrôlé)		
N° NCM	Art.	L'arrêté ministériel, objet du présent contrôle, définit les non-conformités majeures : oui n non o
1	5.1	Absence de justificatif de conformité de la détection de fuite avec la norme en vigueur. Installation déclarée après le 21/11/2008.
Autres non-conformités constatées		
1	1.5	Absence de registre de pollution accidentelle.
2	4.1	Plan des zones à risques présent dans la base de données ne correspond pas au site de Ploermel.
3	4.6	La consigne indiquant l'interdiction d'apporter du feu est présente, absence des autres consignes listées au
4	6.6	Entretien > 1 an (en date du 17/05/2022)

En cas de constat(s) de non-conformité majeure :

Date limite pour la remise de l'échéancier de mise en conformité	27/09/2023	Date limite pour la sollicitation du contrôle complémentaire	28/06/2024
--	------------	--	------------

Prochain contrôle périodique :

Date limite pour le prochain contrôle périodique	06/06/2028
--	------------

CONTRÔLE COMPLEMENTAIRE				
SYNTHESE DU CONTRÔLE COMPLEMENTAIRE				
Rapport N° 54108868 R001				
Non conformités constatées				
Points sur lesquels des mesures correctives ou préventives doivent être mises en œuvre				
Non-conformités faisant l'objet du contrôle complémentaire				
N° NCM	Art.		Soldée	Maintenue
1	5.1	Absence de justificatif de conformité de la détection de fuite avec la norme en vigueur. Installation déclarée après le 21/11/2008.	OUI	

Conclusion

L'ensemble des non conformités majeures constatées lors du contrôle périodique du 06/06/2023 sont levées.

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES		
Référence	Version	Titre
		Récépissé DC initiale 19/10/2009
		Demande d'antériorité 04/04/2011 au titre de la rubrique 1435
		Courrier de prise d'acte DREAL antériorité 21/11/2011
1988-01-B	B	Plan de masse SHELL maj 20/09/2018
		Rapport de contrôle DEXA, SECURITY - 28/04/2023
		Rapport de contrôle extincteurs, SECURITY - 28/04/2023
		Contrôle des alarmes détecteur de fuite CEI6 - 09/11/2022
		Rapport de contrôle RV2 04/04/2023
		Certificats d'épreuve détecteur de fuites cuves 1-2-3-4-5-6 - ITM - 07/12/2020
		Nettoyage du séparateur d'hydrocarbures en date : 17/05/2022 (échéance annuelle dépassée)
		Rapport d'inspection accoustique decennal - 05/12/2022 par SARP OSIS
		PV contrôle d'étanchéité 15 SP95 - SARP OSIS 05/12/2022
		PV contrôle d'étanchéité 15 VP - SARP OSIS 05/12/2022
		PV contrôle d'étanchéité 25 GO - SARP OSIS 05/12/2022
		PV contrôle d'étanchéité 25 SP98 - SARP OSIS 05/12/2022
		PV contrôle d'étanchéité 35 SP95 - SARP OSIS 05/12/2022
		PV contrôle d'étanchéité 35 GO - SARP OSIS 05/12/2022
		Certificat du détecteur de fuite fourni par mesure process "Type-examination of a leak Detection system DIN EN 13160-3:2003"
		Attestation de coupure électrique générale d'urgence - TPE - 16/11/2023



ANNEXE

DEMANDE ECRITE DE L'EXPLOITANT

PDV 1	Nom de 'Site' in FMP	Adresse	Ville	DP	1414	4718	4734	1435	WO
FR/0634	0634 ALLAN / A7 VL	ALLAN, AUT A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE EST DE MONTELIMAR/MALATAVERNE), (ZIP: 26200) -	ALLAN	26	DC	DC	DC	DC	397752
FR/0863	0863 HAUT FOREZ SUD	LES SALLES, (A72 / AIRE DU HAUT FOREZ SUD), (ZIP: 42440) - FRANCE	LES SALLES	42	DC	NC	DC	DC	397754
FR/1211	1211 BONNEVILLE	BONNEVILLE, AUT A 40 BLANCHE, (A40 / AIRE DE PONCHY), (ZIP: 74130) - FRANCE	BONNEVILLE	74	NC	NC	DC	DC	397757
FR/1222	1222 BLOIS VILLERBON	VILLERBON, BLOIS VILLERBON, (A10 / AIRE DE BLOIS), (ZIP: 41000) - FRANCE	VILLERBON	41	NC	NC	DC	DC	397758
FR/1562	1562 MOUGINS	MOUGINS, (A8 / AIRE DE BREGUIÈRES NORD), (ZIP: 06250) - FRANCE	MOUGINS	6	NC	NC	DC	DC	397769
FR/1621	1621 MARDIE	MARDIE, (RN60 / AIRE DES GRILLONS), (ZIP: 45430) - FRANCE	MARDIE	45	NC	NC	NC	DC	397770
FR/1787	1787 ALLAN / A7 PL	ALLAN, ALLAN - PL - A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE DE MONTELIMAR), (ZIP: 26280) - FRANCE	ALLAN	26	NC	NC	DC	DC	397773
FR/1953	1953 LORLANGES	ARVANT, (A75 / AIRE LAFAYETTE LORLANGES), (ZIP: 43360) - FRANCE	LORLANGES	43	DC	DC	DC	DC	397777
FR/1988	1988 PLOERMEL	PLOERMEL, (RN24 / Aire de Brocéliande), (ZIP: 56800) - FRANCE	PLOERMEL	56	NC	NC	DC	DC	397778
FR/2096	2096 CHASSES SUR RHONE	CHASSES SUR RHONE, SMA SAS CHASSE/RHONE, (ZI DU LINON), (ZIP: 38670) - FRANCE	CHASSES SUR RHONE	38	NC	NC	NC	DC	397779
FR/2157	2157 SARAN	SARAN, SMA SAS, (PARC D'ACTIVITÉ D'ORMES), (ZIP: 45770) - FRANCE	SARAN	45	NC	NC	NC	DC	397784
FR/2194	2194 VELLES / CHATEAUROUX	VELLES/CHATEAUROUX, (A20 / AIRE DU VAL DE L'INDRE), (ZIP: 36330) - FRANCE	VELLES	36	DC	NC	NC	DC	397785
FR/2274	2274 LE FRENEY/AUTOPT	LE FRENEY, (A43 / AUTOPT DU FRÉJUS), (ZIP: 73500) - FRANCE	LE FRENEY	73	NC	NC	NC	DC	397786
FR/2308	2308 CAPENS - Volvestre	CAPENS, (A64 / AIRE DE VOLVESTRE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31	DC	DC	DC	DC	397787
FR/2310	2310 CAPENS - Garonne	CAPENS, (A64 / AIRE DE GARONNE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31	DC	DC	DC	DC	397790
FR/2543	2543 TOULON SUR ALLIER	TOULON SUR ALLIER, (ROUTE NATIONALE 7), (ZIP: 03286) - FRANCE	TOULON SUR ALLIER	32	NC	NC	NC	DC	397797
FR/3000	3000 LES GOUVETS	LES GOUVETS, (A84 / AIRE DE LA VALLÉE DE LA VIRE), (ZIP: 50420) - FRANCE	GOUVETS	50	DC	DC	DC	DC	397801
FR/3030	3030 TAVAU	DAMPARIS, (RTENATIONALE 73), (ZIP: 39500) - FRANCE	DAMPARIS	39	NC	NC	NC	DC	397809
FR/3064	3064 FRESNAY - VAL NEUVY	FRESNAY L EVEQUE, (A10 / AIRE DE VAL NEUVY), (ZIP: 28310) - FRANCE	FRESNAY L'EVEQUE	28	NC	NC	DC	DC	397813
FR/3292	3292 ROGNAC	ROGNAC, (RN113 / LA TÊTE NOIRE), (ZIP: 13340) - FRANCE	ROGNAC	13	NC	NC	NC	DC	397817
FR/3301	3301 LYON Dagneux	LYON Dagneux, (A42 / DAGNEUX AUT A42), (ZIP: 01120) - FRANCE	DAGNEUX	1	NC	NC	DC	DC	397846
FR/3302	3302 HAUT FOREZ NORD	LES SALLES, (A72 / AIRE DU HAUT FOREZ NORD), (ZIP: 42440) - FRANCE	LES SALLES	42	DC	NC	DC	DC	397847
FR/3307	3307 PLAINEDU FOREZ OUEST	MAGNEUX HTE RIVES, (A72 / AIRE PLAINE DU FOREZ OUEST), (ZIP: 42600) - FRANCE	MAGNEUX HTE RIVE	42	NC	NC	NC	DC	397852
FR/3310	3310 Roussillon	ROUSSILLON, (A7 / AIRE DU ROUSSILLON, (ZIP: 38150) - FRANCE	roussillon	38	NC	NC	DC	DC	397854
FR/3313	3313 MONTELIMAR OUEST	ALLAN, AUT A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE OUEST DE MONTELIMAR/MALATAVERNE), (ZIP: 26200) - FRANCE	ALLAN	26	DC	DC	DC	DC	397857
FR/3315	3315 Vitry-en-Charolais	Vitry-en-Charolais N79 Euroscar, 71600 Vitry-en-Charolais, France	Vitry-en-Charolais	71	NC	NC	NC	DC	397858
FR/3318	3318 PLAINES DE BEAUCE	JANVILLE, (A10 / AIRE DE LA PLAINE DE BEAUCE), (ZIP: 28310) - FRANCE	FRANCHEVILLE/JANVILLE OUEST	28	NC	NC	NC	DC	397861
FR/3322	3322 CHARTRES GASVILLE	GASVILLE OISEME, (A11 / AIRE DE CHARTRES GASVILLE), (ZIP: 28300) - France	CHARTRES GASVILLE	28	NC	NC	DC	DC	397862
FR/3323	3323 CHARTRES BOIS PARIS	MAINVILLIERS, (A11 / AIRE DE CHARTRES BOIS PARIS), (ZIP: 28300) - FRANCE	CHARTRES BOIS PARIS	28	NC	NC	DC	NC	397863
FR/3328	3328 MIONNAY	MIONNAY, (A46 / AIRE DE MIONNAY OUEST ST GALMIER), (ZIP: 01390) - FRANCE	ST GALMIER	1	NC	NC	DC	DC	397867
FR/3341	3341 ARC ROUSSET	ROUSSET, (AUT A8 AIRE DE L'ARC), (ZIP : 13790) - France	ROUSSET	13	DC	NC	DC	DC	397875
FR/3172	8173 ST	SAINT ALBAIN, (A6 / AIRE DE ST ALBAIN), (ZIP: 42440) - FRANCE	SAINT ALBAIN	42	NC	NC	DC	DC	397885

